



Actualité nationale

Les comités mixtes de sécurité ont été redynamisés, opérationnels de façon effective

Le président de la République, Son Excellence Pierre Nkurunziza a rencontré le mercredi 2 décembre 2015 dans les enceintes de l'ETM Giheta dans la province de Gitega, les responsables de sécurité de tout le pays. Ce dernier se porte bien en général.

Le président de la République, Pierre Nkurunziza s'est réjoui que la paix et la sécurité règnent en général dans tout le pays même au niveau des frontières que le Burundi partage avec les autres pays. Une réunion du genre s'était tenue le 8 avril 2015 dans la province de Kirundo.

Selon Gervais Abayeho, porte-parole du président de la République, le Chef de l'Etat a félicité les participants car les stratégies prises ce jour-là ont été mises en œuvre à satisfaction.

Ces stratégies visaient la sauvegarde de la sécurité dans le pays pour la population et ses biens. I

l les a aussi félicités pour leur rôle joué dans la sécurisation du processus électoral.

« C'est un honneur pour le pays mais aussi pour ces agents de sécurité qui ont fait un travail remarquable dans la mesure où les intervenants dans le secteur de sécurité ont pu travailler en synergie à savoir les agents de l'ordre et de sé-

curité, l'administration, la justice et les représentants de la population».

Le chef de l'Etat a félicité les intervenants en matière de sécurité qui ont accompli leur mission en mettant hors d'état de nuire les groupuscules qui ont voulu plonger le pays dans une situation invivable d'insécurité.

Il est d'avis que ces réalisations sont dues au fait que les comités mixtes de sécurité ont été redynamisés, opérationnels de façon effective.

Ainsi, il a conseillé à ce qu'il y ait un échange d'informations entre les intervenants afin de bien mener leur travail.

Le numéro un burundais a appelé l'administration locale à utiliser les registres pour visiteurs.

Il n'a pas manqué aussi d'appeler tout un chacun au renforcement de la sécurité pour la préparation des fêtes de fin d'année.

Il a également souligné des cas de vols dans les ménages et des champs ainsi que la consommation des boissons prohibées qui causent une insécurité.

Le Président de la République a accordé la note de 95 % aux participants à cette réunion.

Sommaire

Les comités mixtes de sécurité ont été redynamisés, opérationnels de façon effective	1
« La paix et la sécurité sont une condition sine qua non pour tout projet de développement »	2
Le Sous-secrétaire Général des Nations-Unies reçu par le Chef de l'Etat.	3
La délégation rentre satisfaite	4
Ouverture en France de la 21 ^{ème} conférence des parties sur le climat	5
Deux projets de ratification d'un accord de prêt adoptés à l'unanimité	6
Le 2 ^{ème} Vice-président du Sénat participe à la 40 ^{ème} Assemblée paritaire ACP-Union Européenne à Bruxelles	8
Audience avec le Directeur de l'Organisation Internationale pour les Migrations	9
Le médiateur burundais contribuera à rapprocher les réticents	10

« La paix et la sécurité sont une condition sine qua non pour tout projet de développement »

Le président de la République, Pierre Nkurunziza a réuni, le mercredi 2 décembre 2015, au Lycée Kibimba dans la commune Ndava, les natifs et les représentants de l'administration de la province de Mwaro. L'objectif de cette réunion consistait à évaluer le pas déjà franchi en matière de consolidation de la paix et de la sécurité, mais aussi, en la mise en œuvre de différents projets de développement de cette province.

D'après Jean-Claude Karerwa, porte-parole adjoint du président de la République, le chef de l'Etat Nkurunziza a d'abord adressé ses félicitations à la population et à l'administration de la province de Mwaro pour le pas déjà franchi en matière de développement.

Il leur a dit que le développement risque néanmoins de ne pas être durable si elles ne s'attèlent pas à la protection de l'environnement. Egalement, le chef de l'Etat leur a demandé à ce que les comités mixtes de sécurité soient implantés là où ils ne le sont pas encore, et qu'ils soient consolidés là où ils existent déjà, car, a-t-il souligné, « la paix et la sécurité sont une condition sine qua non pour tout projet de développe-

ment ».

Les natifs de cette province ont demandé au président de la République de les appuyer dans leurs projets de développement. A cet effet, le numéro un burundais a promis son soutien en leur demandant de jouer un rôle primordial et faire un pas en avant. Les natifs de cette province doivent protéger l'environnement, car l'année 2016 risque d'être catastrophique pour ce qui est des inondations.

A la fin de cette réunion, le Chef de l'Etat a demandé à la population de Mwaro d'apporter sa contribution à la Commission nationale de dialogue inter-burundais récemment créée, car cette dernière est l'un des instruments de renforcement de la paix et de la sécurité.

Aussi, doit-elle se préparer car cette commission pourra servir des desideratas du peuple burundais en matière de paix et de sécurité. Il a en outre parlé de la Commission vérité et réconciliation (CVR) qui viendra parachever le processus de réconciliation entamé depuis des années. La CVR étant profinée par les accords d'Arusha.

La situation sécuritaire est bonne dans la région

Le vendredi 27 novembre 2015 dans la commune Shombo de la province de Karusi, le chef de l'Etat, S.E Pierre Nkurunziza, a tenu une réunion avec les représentants des corps de sécurité du commissariat régional Est. Ce dernier est composé des commissariats provinciaux de Muyinga, de Karusi et de Cankuzo.

S'adressant à la presse, le porte-parole adjoint du ministère de la Police nationale Op1 Moise Nkurunziza a fait savoir que sur le point discipline, le président de la République a remercié les corps de sécurité pour le bon comportement affiché avant la période électorale.

Il a ajouté que ceux qui ont suivi des conseils donnés s'affichent à 98,8%. Du côté sécuritaire, le chef de l'Etat, après avoir passé en revue la situation sécuritaire qui prévaut dans ces trois commissariats provin-

ciaux, il a conclu que la situation est bonne dans ladite région.

En effet, signale le porte-parole adjoint du ministère de la Police nationale, le président de la République se réjouit de l'étape déjà franchie sur le désarmement de la population civile. Du côté du bien-être des policiers, le chef de l'Etat a déclaré qu'il est prêt à soutenir l'initiative du développement collectif.

Dans cette rubrique, il a conseillé de penser aux projets d'auto-développement. Il a profité de l'occasion pour féliciter les forces de sécurité d'avoir ouvert l'hôpital de rond-point police actuellement fonctionnel. Il est situé dans les environs du Chanic.

Le président Pierre Nkurunziza a prodigué comme conseil aux corps de sécurité de rester vigilants pour que les criminels ne profitent pas de l'inattention des policiers. Il a conclu en souhaitant aux participants les

La situation sécuritaire est bonne dans la région

meilleurs vœux pour l'an 2016.

Le Président de la République, Pierre Nkurunziza, a tenu le vendredi 27 novembre 2015 au chef-lieu de la commune Giheta dans la province de Gitega une réunion avec les représentants des militaires de la Deuxième région militaire.

Celle-ci regroupe les militaires des provinces de Gitega, Ruyigi, Cankuzo et une partie de la province de Rutana. Il a été l'occasion propice d'apporter des remèdes aux différentes questions posées.

A la sortie de la réunion, le porte-parole du ministère de la Force de défense nationale, col. Gaspard Baratuza, a fait savoir que le chef de l'Etat, en même temps Commandant suprême des corps de défense et de sécurité, a apporté des solutions satisfaisantes à toutes les questions d'ordre administratif et équipement posées par les représentants des militaires de la Deuxième région militaire.

Selon M. Baratuza, le président de la République a profité de l'occasion pour apprécier les comportements affichés par les militaires, surtout qu'au mois d'octobre les militaires ont pu réagir rapidement face à l'incursion d'un groupe armé dans certaines communes de la province de Gitega.

De plus, le bilan de l'année passée est positif par rapport aux missions qui étaient confiées à la Force de

défense nationale. Les militaires ont bien travaillé jusqu'à ce que les frontières du pays soient sauvegardées en totalité. La sécurité est donc totale.

Le président de la République se dit satisfait de la bravoure des militaires en opération au Burundi et à l'étranger comme en Somalie et en Centre-Afrique. Leur renommée honore l'image du pays. C'est pour cela que le chef de l'Etat, indique Gaspard Baratuza, a prodigué des conseils à l'endroit de ces militaires pour qu'ils puissent continuer dans la même voie.

« C'est pour que demain ou après-demain, on sera appelé à servir dans les missions hors du continent comme en Asie, en Europe et même en Amérique », révèle le porte-parole de la Force de défense nationale.

Cela sera possible si tout un chacun parmi les militaires, exécute son travail sans s'immiscer dans la politique.

Etant en uniforme, il est strictement interdit de faire de la politique puisqu'il y en a qui y sont rodés. Celui qui veut s'y plonger n'a qu'à redemander la permission pour quitter l'institution militaire et se lancer dans la politique. M. Baratuza a précisé que la note 98% attribuée l'année passée aux forces de défense nationale, est restée intacte cette année.

Pour consolider la paix et la sécurité, le chef de l'Etat a interpellé les militaires à travailler en concertation avec l'administration et la population, ainsi qu'avec les autres acteurs de la sécurité.

Le Sous-secrétaire Général des Nations- Unies reçu par le Chef de l'Etat.

Le Chef de l'Etat S.E Pierre NKURUNZIZA a reçu en audience à Gitega ce samedi 28/11/2015, le Sous Secrétaire des NU et Conseiller spécial du Secrétaire Général, Jamal BENOMAR.

A l'issue de ces entretiens, Willy NYAMITWE, Conseiller principal chargé de la communication à la présidence de la République a fait savoir que ces échanges entre les deux personnalités se sont focalisés sur la sécurité et la coopération entre le Burundi et les Nations- Unies.

Et ce vendredi 27/11/2015, le Chef de l'Etat a reçu en audience la délégation du parlement panafricain en séjour au Burundi.

L'audience a eu lieu à Shombo dans la province de Karuzi. Cette délégation a fait savoir au Chef de l'Etat que la paix règne au Burundi, d'après le constat de ces parlementaires panafricains pendant leur séjour au Burundi.

Le chef de l'Etat leur a demandé d'aller rendre compte aux autorités de l'Union Africaine.

Le chef de l'Etat a également rencontré à huis clos ce vendredi 27/11/2015, les représentants des forces de sécurité de toutes catégories de la région Est à Shombo dans la province de Karuzi. Pierre NKURUNZIZA leur a adressé ses compliments pour leur bon comportement. Il leur a prodigué des conseils.

Le président de la République s'est joint à la population de Gitega dans des travaux communautaires

Le président burundais S.E Pierre Nkurunziza s'est joint, ce 28 novembre 2015, à la population de la province de Gitega (centre du Burundi), dans l'exécution des travaux communautaires, qui se sont déroulés à l'Université polytechnique de Gitega (UPG).

Ils consistaient à préparer du béton et à transporter du moellon servant à la construction d'une infrastructure en étage.

Selon le recteur de l'UPG, Abbé Frédéric Nkurunziza, cet immeuble rentre dans le cadre de l'extension de l'institution universitaire et abritera un laboratoire, une bibliothèque, des salles de cours et des bureaux des professeurs.

Abbé Nkurunziza a indiqué qu'il attend impatiemment l'achèvement des travaux pour pouvoir accueillir les étudiants à partir de l'année académique prochaine. Actuellement, l'UPG compte 640 étudiants et envisage d'arriver jusqu'à 1000 étudiants dès l'année prochaine, d'après Abbé Nkurunziza, qui a précisé que ces étudiants sont répartis dans quatre facultés dispensant les cours des sciences de l'environnement, les sciences juridiques, les sciences des hautes études commerciales et les sciences des technologies de l'information et de la communication.

Les moyens de construction de cette université émanent des contributions substantielles du chef de l'Etat, des communes de la province de Gitega, de la population et des partenaires de l'UPG.

Sept projets de loi à la table du Conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni ce mardi le 01 décembre 2015 sous la présidence du Chef de l'Etat Pierre NKURUNZIZA.

Sept projets étaient à l'ordre du jour à savoir: le projet de loi portant ratification par la République du Burundi du protocole sur les Immunités et les Privilèges de la Communauté Est Africaine, le projet de décret

portant modification du décret no 100/092 du 19 juin 1990 portant statuts de l'Agence Burundaise de Presse ainsi que le projet de décret portant modification de certaines dispositions du décret no 100/034 du 23/9/2015 portant création, mandat, composition, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale de Dialogue Inter-burundais.

La délégation rentre satisfaite

Le Premier vice-président de la république du Burundi, Gaston Sindimwo a reçu en audience une délégation de quinze personnes représentant les agences du système des Nations unies au Burundi le jeudi 3 décembre 2015. Cette délégation conduite par John Ging, directeur de la division opérationnelle du bureau des affaires humanitaires aux Nations unies rentre satisfaite et promet le soutien du pays.

Les représentants des différentes organisations internationales reçus en audience ont apprécié le climat d'échange entre cette délégation et le Premier vice-président de la République lors de l'audience. La délégation a eu l'occasion de connaître la réalité sur la situation du pays contrairement à ce qu'ils entendent

ici et là. Gaston Sindimwo a, selon sa porte-parole, Nancy Ninette Mutoni, eu l'occasion de leur donner la position du Burundi par rapport à la situation du pays. M. Sindimwo a également révélé à cette délégation que le gouvernement burundais a déjà lancé la voie du dialogue inter-burundais pour chercher les solutions aux différents problèmes que le pays connaît. John Ging apprécie cette voie et espère qu'elle permettra de résoudre les moments difficiles que traverse le pays. Il a indiqué que les organisations internationales vont rester au côté du Burundi et aider dans différents secteurs afin qu'il y ait le bien-être, la croissance économique et le développement du pays.

Retour du 1^{er} vice-président du sommet de la CEEAC

Il avait représenté le gouvernement du Burundi au dix-septième sommet des chefs d'état et de gouvernement de la communauté économique des états de l'Afrique centrale (CEEAC). S.E Gaston SINDIMWO a indiqué que les questions sur le Burundi, la

Centrafrique et la lutte contre le terrorisme étaient au centre des débats. Pour la question du Burundi, le 1er vice-président a fait savoir que la CEEAC a décidé d'envoyer l'ancien président du Tchad pour s'enquérir de la situation que traverse le Burundi.

Sommets/Paris-Johannesburg: Le Burundi représenté par le 2^{ème} V- Président

Le 2^{ème} vice Président S.E Joseph BUTORE a pris l'avion ce samedi 28 novembre 2015 pour une mission en France de participer au sommet sur le climat. Il se rendra ensuite à Johannesburg en Afrique du Sud pour le sommet Chine-Afrique.

Le 2^{ème} vice -Président a indiqué au cours d'une interview accordée à la RTNB qu'il va à Paris pour participer aux travaux de la 20^{ème} convention des Nations-Unies sur les changements climatiques. Le

sommet vise à réduire sensiblement les émissions à effets de serre pour limiter le réchauffement climatique jusqu'à 2 degrés Celsius d'ici l'an 2050.

A Johannesburg en Afrique du Sud, Joseph BUTORE prendra part au sommet Chine-Afrique. Les représentants des différents pays de l'Afrique et de la Chine vont échanger sur les questions de coopération entre leurs pays respectifs.

Ouverture en France de la 21^{ème} conférence des parties sur le climat

La 21^{ème} Conférence des parties sur le climat (COP21) a débuté ce lundi 30 novembre 2015 à Paris en France en présence de 150 chefs d'Etats et de gouvernements. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a demandé à cette occasion aux participants d'observer une minute de silence en mémoire des victimes des attentats de Paris et Saint Denis. La délégation burundaise est conduite par le 2^{ème} vice-président de la République S.E Joseph Butore. D'après la conseillère du ministre en charge de l'environnement Madame Bernadette Hakizimana qui a participé à cette conférence de Paris en qualité de négociateur, la COP21 devrait permettre d'adopter un accord global sur le climat (Accord de Paris) qui reconduit le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre expiré en 2012. La signature de cet accord implique la promesse des financements pour la mise en œuvre des contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) soumises par tous les pays parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), y compris le Burundi et l'élaboration du plan national d'adaptation à court, moyen et long terme. La grande mobilisation des chefs d'Etat et de gouvernements est un signal fort pour l'engagement

des pays dans la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour maintenir la température planétaire au dessous de 2°C à la fin du siècle et cela par rapport à celle de 1990. Le Burundi, selon Madame Hakizimana, pourra avoir des opportunités de financement sur les piliers du plan d'action de Bali (Adaptation, Atténuation, Renforcement de capacités, Développement et Transfert de Technologies), lesquelles opportunités permettront au Burundi de mener des actions d'adaptation dans les zones les plus vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. Le Burundi, a-t-elle fait savoir, participera activement en marge des négociations sur le climat, aux événements parallèles (EAC/COMESA, COMIFAC/CEEAC, AMCEN, Francophonie, Chinois, MESA, FEM, BAD, BM) et aura l'occasion d'échanger avec les partenaires techniques et financiers sur les enjeux de financements bilatéraux, régionaux et multilatéraux sur le changement climatique. Le Burundi, rappelle-t-on, a signé la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 1997 et se réjouit que les autres Nations du monde aient répondu à ce 21^{ème} rassemblement annuel pour les pays désireux d'agir sur le climat.

Le président de l'Assemblée Nationale part en mission de travail en Angola et en Guinée Bissau

L'Honorable Pascal NYABENDA va participer à la sixième session ordinaire de l'Assemblée plénière du Forum Parlementaire des pays de la CIRGL (Conférence Internationale sur la Région des Grands-Lacs) prévue à Luanda en Angola du 30 Novembre au 03 Décembre 2015.

Après cette session, le Président de l'Assemblée Nationale se rendra en Guinée Bissau pour participer à la 67ème Session du Comité Exécutif et à la 38ème Conférence des Présidents d'Assemblées Parlementaires Nationales de l'Union Parlementaire Africaine.

Eradiquer l'apatridie, une priorité

Le Premier vice-président de l'Assemblée nationale du Burundi, Honorable Agathon Rwasa, est arrivé à l'aéroport international de Bujumbura, le dimanche 29 novembre 2015, en provenance de la République sud-africaine(RSA) où il a participé à une conférence sur l'apatridie. Il a démenti, lors d'une conférence de presse, les rumeurs selon lesquelles il aurait fui le pays.

Agathon Rwasa venait de participer dans une conférence internationale organisée par l'Union interparlementaire en collaboration avec le Haut commissariat des Nations-unies pour les réfugiés (HCR) et le Parlement sud-africain qui a eu lieu à Cape Town en RSA.

S'adressant à la presse, M. Rwasa a indiqué que la conférence portait sur le thème de l'apatridie dans le monde. « Il a été conclu que l'apatridie doit être perçue comme un crime qu'il faut absolument condamner et éradiquer car, parmi les droits fondamentaux, il y a le droit à la nationalité », a-t-il mentionné.

En réalité, a-t-il précisé, le bilan de la conférence est positif du fait que tous les pays représentés sont

conscients que l'apatridie ne doit pas continuer à exister dans le monde. La communauté internationale s'est fixée un objectif de l'éradiquer d'ici 2024.

M. Rwasa a signalé que l'apatridie existe au Burundi du fait qu'il y a des gens qui se sont installés dans le pays depuis des siècles mais qui n'ont pas le droit d'être Burundais.

Il a interpellé les gestionnaires du pouvoir burundais ainsi que les autres citoyens à se démarquer de cette attitude discriminatoire. Il a, en outre, interpellé les institutions à prendre en main cette question afin que le Burundi ne soit plus cité parmi les pays qui pratiquent l'apatridie.

Par ailleurs, Agathon Rwasa a, démenti les rumeurs selon lesquelles il aurait fui le pays. « Je n'avais aucune intention de fuir parce que personne ne m'a forcée de retourner au Burundi.

Ainsi, je ne peux pas mieux contribuer à l'édification de la société de ma nation étant à l'extérieur ». Il estime que sa contribution pourrait être réalisée s'il est physiquement sur le sol burundais.

Deux projets de ratification d'un accord de prêt adoptés à l'unanimité

L'Assemblée nationale s'est réunie en séance plénière le vendredi 27 novembre 2015. La séance était réservée exclusivement à l'analyse et à l'adoption de deux projets de loi portant ratification d'un accord de prêt signé le 14 février 2014 entre la république du Burundi et la Banque d'import-export d'Inde (Eximbank of India). Cet accord permettra la mécanisation agricole au Burundi et la transformation des produits alimentaires.

Dans son exposé de motifs, le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Deo Guide Rurema, a rappelé que le secteur agricole au Burundi est très important puisque occupant la majorité de la population. D'où l'a-

doption des projets de loi portant ratification d'un accord de prêt visant la mécanisation de l'agriculture et la transformation des produits alimentaires viendrait à point nommé. C'est dans le but de faire nourrir toute la population burundaise et pouvoir exporter l'excédent.

Etant donné que la mécanisation agricole demande de vastes étendues de terres cultivables, les députés ont voulu savoir si un tel projet est viable dans le contexte actuel de l'exiguïté des terres et du relief accidenté du Burundi. Le ministre Rurema a dit que le projet de mécanisation agricole est viable au Burundi dans le contexte actuel.

Deux projets de ratification d'un accord de prêt adoptés à l'unanimité

Il a ainsi donné l'exemple d'une étude menée dans le cadre de l'Initiative du Bassin du Nil qui a montré que le Burundi compte environ plus d'un million d'hectares de terres mécanisables et irrigables.

M. Rurema a précisé que parmi ces terres, 24% se trouvent dans les plaines, 53% dans les plateaux et le reste, soit 23%, dans les montagnes. Toutefois, il a affirmé que ces terres ne sont plus telles que décrites dans cette étude étant donné les constructions qui se font surtout dans les plaines.

D'où le ministre ayant l'agriculture dans ses attributions a demandé le concours des députés pour stopper la construction dans les espaces cultivables pour plus de rentabilité.

Le ministre Rurema a aussi dit que pour pallier au problème de l'exiguïté des terres dans certaines régions du pays, il est important de promouvoir l'esprit associatif qui permettra aux agriculteurs de mettre ensemble leurs terres arables en vue de faciliter l'intensification et la mécanisation agricole.

Et quant à la redistribution des récoltes, la procédure sera la proportionnalité des terres de chacun. A ce sujet, le ministre rassure puisque l'augmentation de la production est évidente. Mais il préconise une large

sensibilisation de la population pour libérer leurs terres tout en étant assurée de leur avenir proportionnellement aux terres cédées aux associations de production agricole.

Le ministre de l'Agriculture et de l'élevage a informé les députés que les unités de transformation des produits alimentaires seront établies en fonction des spécificités régionales.

Il a donné l'exemple de certaines plantes telles que les tomates, les fruits et les oignons plus produites respectivement dans les provinces de Cibitoke et Buzanza, Rumonge et Kayanza.

Le projet de loi portant ratification d'un Accord de prêt entre la république du Burundi et la Banque de l'Import-export d'Inde (Exim Bank of India) relatif au financement du projet de mécanisation agricole a été adopté à l'unanimité.

Le projet de loi portant ratification d'un Accord de prêt entre la république du Burundi et la Banque de l'Import-export d'Inde Exim Bank of India relatif au financement du projet de complexe intégré de transformation des produits alimentaires a également été adopté à l'unanimité.

Les parlementaires burundais échangent sur le rapport de mission sur les migrations effectuée à Genève en Suisse

Les députés de l'Assemblée nationale du Burundi se sont rencontrés mardi le 1^{er} décembre 2015 en séance plénière, à l'hémicycle de Kigobe, pour échanger sur le rapport de la mission effectuée à Genève en Suisse, du 17 au 21 octobre 2015, par une délégation du Parlement burundais.

Cette délégation, qui était conduite par le président du Sénat, M. Révérien Ndikuriyo, a participé à la 133^{ème} session de l'Union interparlementaire (UIP) dont le thème central était orienté vers « des migrations plus justes, plus sensées et plus humaines, un impératif économique et moral ».

Le 2^{ème} Vice-président de l'Assemblée Nationale, M. Edouard Nduwimana, membre de cette délégation, a indiqué que lors de cette conférence, le Président du Sénat a pris la parole au cours de laquelle il a déclaré « qu'il est urgent de bien redéfinir les politiques migratoires au niveau mondial ». Cela permettrait, a-t-il poursuivi, de faire face aux tragédies de différentes sortes que subissent les migrants, surtout clandestins, lors de leurs périple, en particulier dans les eaux des mers.

Les députés de l'Assemblée Nationale du Burundi ont été ainsi informés qu'à l'issue de la 133^{ème} session de l'Assemblée générale de l'UIP, les parlementaires de 135 pays qui y ont participé ont sorti une déclaration indiquant que les causes de ces migrations sont notamment les conflits armés, l'extrémisme violent, l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire et les changements politiques.

Dans cette déclaration, les parlementaires ont affirmé que cette situation appelle à l'action. Pour ce faire, précise la déclaration, les migrants doivent être traités de façon digne, dans le respect de leurs droits fondamentaux, quel que soit le motif pour lequel ils ont quitté leur terre. Les femmes et les enfants migrants doivent bénéficier d'une attention particulière et être protégés des abus, de l'exploitation et de la violence.

A côté des échanges sur ce rapport de mission, les députés burundais ont échangé et adopté le calendrier des activités de l'Assemblée nationale pendant la période qui va du 30 novembre au 14 décembre 2015. Le 1^{er} Vice-président de l'Assemblée Natio-

Les parlementaires burundais échangent sur le rapport de mission sur les migrations effectuée à Genève en Suisse

nale, qui dirigeait les travaux de cette plénière, a saisi cette occasion pour prodiguer des conseils à ses collègues en leur demandant de respecter la

punctualité, l'assiduité et donner l'exemple pour le meilleur rendement de leur institution.

Le 2^{ème} Vice-président du Sénat participe à la 40^{ème} Assemblée paritaire ACP-Union Européenne à Bruxelles

Le 2^{ème} Vice-président du Sénat, Honorable Anicet Niyongabo, a pris l'avion, le lundi 30 novembre 2015, à destination de Bruxelles en Belgique où il va participer aux travaux de la 40^{ème} Assemblée paritaire ACP-Union Européenne.

S'adressant à la presse locale, Honorable Niyongabo a annoncé qu'au niveau politique, les participants vont analyser ensemble l'état des relations entre les pays membres de ces deux blocs. Avec sa délégation du Parlement burundais, ils vont saisir cette occasion pour informer ceux qui s'intéressent au Burundi de

venir au pays pour se rendre compte eux-mêmes de la situation réelle qui y prévaut.

Dans des travaux organisés en commissions, au niveau de la commission économique et sociale, il y aura négociations entre les pays ACP et l'UE sur le 11^{ème} FED pour la période 2014-2020.

S'agissant de la commission des affaires sociales et de l'environnement, il sera question d'échanger pour voir le rôle des parlementaires pour faire face aux changements climatiques.

Le président du Senat burundais a participé aux travaux communautaires en Commune Gisuru

Le président du Senat Honorable Révérien Ndikuriyo, en visite en province Ruyigi, a participé samedi le 28 novembre 2015 avec l'administration principale et la population de la commune Gisuru, aux travaux communautaires de construction de l'Ecole Fondamentale Gisuru. Le président du Senat a saisi cette occasion en interpellant la population à mettre de plus en plus leurs enfants à l'école. Il a ensuite participé aux travaux communautaires de la construction du pont Rumpungwe liant les communes Kinyi-

nya et Gisuru. Ce dimanche, le président du Senat a participé à la messe dans la cathédrale des Martyrs de l'Uganda. Au cours de cette Messe marquant le début de la période de l'Avent, le prêtre qui a officié la messe a exhorté le Seigneur Jésus à donner la paix à notre pays afin que les burundais aient encore une joie de vivre. Prenant la parole, M. Ndikuriyo a émis le souhait de voir les burundais à être guidé par l'amour de Dieu.

La première Dame à Rutana pour célébrer la journée de lutte contre le SIDA

Le thème retenu pour cette année est: « Mettre fin à l'épidémie du VIH/SIDA pour contribuer au développement durable. » Au Burundi, cette journée a été célébrée en commune de Gitanga de la province de Rutana. Les cérémonies ont été rehaussées par la présence de la première Dame du pays, Denise NKURUNZIZA. Dans son discours, elle a lancé un appel à la population burundaise de se lever comme un seul homme pour combattre à jamais toutes les mauvaises pratiques qui conduisent à la débauche. Et d'appeler la justice à sévir contre ceux

qui impliquent les autres à la débauche.

L'Association Nationale de Soutien aux Séropositifs et les malades du Sida (ANSS) indique que cette année 2015, le taux de contamination du VIH Sida a diminué et que les résultats sont satisfaisants. Pour le Dr Evangeline NIYONCUTI, médecin à l'ANSS, ces résultats sont le fruit de l'application de nouvelles directives de l'OMS. Elle fait savoir également qu'aujourd'hui les malades avalent un seul comprimé tous les jours au lieu de trois comprimés.

Audience avec le Directeur de l'Organisation Internationale pour les Migrations

Le Mercredi 02 décembre 2015, l'Assistant du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, Ambassadeur Thomas BARANKITSE a reçu en audience Monsieur Mohamed ABDIKER, Directeur de l'Organisation Internationale pour les Migrations(OIM).

Après les salutations d'usage, l'Assistant du Ministre a présenté brièvement les activités que le Burundi a déjà réalisées avec l'OIM. Il a signalé que celle-ci a beaucoup soutenu le Burundi sur la politique nationale de Migration et aussi sur la politique nationale de la diaspora.

Monsieur Mohamed ABDIKER quant à lui, a vivement

apprécié l'accueil qui lui a été réservé par le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale. Il a ensuite dit que les Relations entre le Burundi et l'OIM seront approfondies davantage comme le Burundi est parmi les pays membres de l'OIM.

L'Ambassadeur Thomas BARANKITSE a encore une fois, au nom du gouvernement du Burundi, présenté ses vifs remerciements par rapport à l'engagement de l'OIM à soutenir le Burundi dans le processus de supporter les réfugiés burundais qui sont toujours à l'étranger à regagner leur pays.

Audience avec le Directeur de la Division Opérationnelle du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires au sein des Nations Unies, Monsieur John Ging

Le Jeudi 03 décembre 2015, l'Assistant du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, Ambassadeur Thomas BARANKITSE, a reçu en audience le Directeur de la Division Opérationnelle du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires au sein des Nations Unies, Monsieur John Ging.

Monsieur John Ging accompagné des délégations des organisations Internationales et celles des agences des Nations Unies, a dit que les organisations Internationales et les agence des Nations Unies sont beaucoup préoccupées par la situation sécuritaire qui n'est pas stable dans certains quartiers de la Capitale de Bujumbura.

Face à cette situation, il a fait savoir que les Organisations Internationales sont entrain de faire de leur mieux pour aider le gouvernement du Burundi pour que le pays aille de l'avant .En cette occasion, il a

signalé que les réalisations du personnel des Organisations Internationales qui travaillent au Burundi ont été beaucoup appréciées.

Monsieur John Ging a continué en demandant au Gouvernement du Burundi une garantie de sécurité à ce personnel.

John Ging a signalé que trois choses sont prioritaires pour avoir la paix et la sécurité dans le pays, entre autre le dialogue inclusif, la traduction en justice des criminels tout en assurant la protection des femmes et les enfants et l'ouverture des media privés pour permettre à la population de mieux s'informer.

L'Assistant du Ministre quant à lui, a vivement remercié les Organisations Internationales de leurs volonté d'aider le Burundi à sortir de cette situation .Il leur a remercié de leur langage franc, et leur a rassuré que le gouvernement du Burundi ne ménagera aucun effort pour assurer la sécurité dans tout le pays.

ONU: Pas d'envoi de Casques bleus au Burundi, pour le moment

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a proposé lundi 30 novembre au Conseil de sécurité trois options pour dénouer la crise prévalent au Burundi : une mission de maintien de la paix sous mandat de l'ONU, une mission politique spéciale ou une équipe de soutien chargée de la promotion d'un dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition.

Cependant, l'envoi de Casques bleus n'a pas été une

option privilégiée par le Secrétaire général de l'ONU dans l'immédiat. Dans sa lettre Ban Ki-moon recommande au Conseil d'adopter pour l'instant la troisième possibilité.

Selon lui, c'est la seule réaliste "étant donné les réalités politiques existantes et les conditions de sécurité sur le terrain". L'émissaire de l'ONU pour le Burundi, Jamal Benomar, a précisé que l'équipe de l'ONU devrait se rendre sur place "bientôt".

S'il y a un dialogue, il faut qu'il se fasse en toute sécurité pour tous les participants

Le directeur adjoint de l'envoyé spécial des Pays-Bas pour la région des Grands lacs, M. Bengt van Loosdrecht, a effectué une visite au Burundi où il a rencontré différentes personnalités du Burundi pour recueillir les avis des uns et des autres sur ce qui se passe actuellement au Burundi.

C'était pour avoir une idée sur la préparation du dialogue entre le Burundi et l'Union européenne qui est prévu au début du mois de décembre. Dans une interview accordée aux journalistes avant de prendre l'avion, il a donné son avis sur le dialogue inter burundais qui se parle souvent sur les ondes des différents médias et le rôle de son pays au cours de ce dialogue.

Selon M. Loosdrecht, l'objet de sa visite était de réaffirmer l'amitié entre les Pays-Bas et le Burundi. C'est à partir de cette amitié que les Pays-Bas voudraient apporter leur soutien dans la résolution des difficultés actuelles du Burundi. Ainsi, il a rencontré un maximum des personnalités qui représentent la société burundaise pour avoir une vision équilibrée sur ce qui se passe au Burundi.

Selon lui, c'est sur la base de ces conversations qu'il va faire un rapport au ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas afin que celui-ci ait une idée sur ce qui se passe au Burundi en vue du dialogue qui va se mener à Bruxelles au début de décembre de cette année.

Après avoir contacté plusieurs personnalités, M. Loosdrecht est parti ayant l'espoir que le dialogue va avoir lieu. « Nous, on met tout en œuvre pour recevoir la délégation burundaise au début du mois de décembre ».

Selon lui, formellement, c'est la Commission européenne qui va mener le dialogue mais ce sera donc

le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas qui va présider ce dialogue à Bruxelles.

«Le rôle pour nous est d'être le président de la session au nom de la Commission européenne. C'est donc notre ministre des affaires étrangères, M. Koeners, qui va présider ce dialogue », a dit M. Van Loosdrecht.

A la question de savoir si après ce dialogue le gouvernement du Burundi va encore bénéficier les aides que les Pays-Bas avait suspendues, il a souligné que les conditions sur lesquelles son pays voudrait reconsidérer l'aide pour le Burundi passent par un rétablissement d'un climat paisible, un climat de sécurité pour tous les citoyens, une réouverture de l'espace démocratique, le respect des droits fondamentaux ainsi que le retour des réfugiés qui se trouvent à l'extérieur du pays. « Ce n'est pas seulement le dialogue qui fait que nous reconsidérerons cette aide au gouvernement (du Burundi) mais également le fait que toutes ces conditions soient réunies ».

A propos de la position des Pays-Bas sur le lieu où le dialogue inter burundais puisse avoir lieu, il a indiqué que le plus important, c'est que le dialogue soit réellement représentatif et que les gens qui y participent constituent une réelle représentation de toutes les composantes de la société burundaise.

« Je crois que le fait qu'on puisse avoir une représentation de toutes ces composantes est plus important que le lieu où se tiendra ce dialogue. Tout ce que j'estime, c'est que s'il y a un dialogue, il faut qu'il se fasse en toute sécurité par tous les participants et qu'il y ait une responsabilité de la part de ceux qui organisent ce dialogue de veiller à la sécurité de tous les participants».

Le médiateur burundais contribuera à approcher les réticents

La Commission nationale du dialogue inter-burundais (CNDI) a tenu une conférence de presse, le jeudi 3 décembre 2015, pour faire le point sur l'état des travaux déjà réalisés depuis sa mise sur pied. Mgr Justin Nzoyisaba a indiqué que la commission s'est déjà entretenue avec les partis politiques, la société civile, le médiateur dans le conflit burundais, et les parlementaires panafricains.

« Ce dialogue va se poursuivre à l'extérieur du pays pour que tous les Burundais puissent contribuer », affirme Mgr Nzoyisaba qui indique que la commission

est dans la phase préliminaire. « Nous avons des problèmes de moyens », a-t-il poursuivi. Sur la question de savoir sur quoi et avec qui le dialogue sera mené, Mgr Nzoyisaba indique qu'il n'y aura pas de limite dans le dialogue. Il a cité, entre autres, les questions de sécurité, les Accord d'Arusha ainsi que la Constitution et d'autres questions qui préoccupent les Burundais. A la question de savoir si le Cenared sera un interlocuteur privilégié de la CNDI, il a répondu que le dialogue concerne tous les Burundais sans exception et qu'à ce titre, le Cenared est composé de

Le médiateur burundais contribuera à approcher les réticents

Burundais : « Ils seront entendus s'ils le veulent sans toutefois entraver le travail de la justice », a-t-il indiqué.

A propos des relations que la commission aura avec le médiateur Yoweri Museveni, le président de la CNDI a indiqué qu'ils travailleront en étroite collaboration. « Il nous aidera à rapprocher les réticents et à mobiliser les partenaires pour mener à bon port la mission qui nous est confiée », a-t-il informé. S'exprimant à propos du cahier des charges de la CNDI, Mgr Nzoyisaba a fait savoir que la commission a pour mission d'entendre tous les Burundais et de recueillir leurs contributions afin de retrouver la paix durable et

le développement.

Les journalistes ont voulu en savoir davantage sur l'opportunité d'un dialogue inter-burundais alors que les questions actuelles sont des questions politiques nécessitant des réponses politiques. Le président de la CNDI leur a répondu que l'Accord d'Arusha n'a pas empêché le retour à la violence au moment où les burundais s'étaient convenus que la seule voie pour accéder au pouvoir celle des urnes. « Il est important, aujourd'hui plus qu'hier, de recueillir la contribution de tout Burundais pour rétablir le développement et la stabilité du pays », a-t-il indiqué.

Un bilan largement positif dans le domaine de la lutte contre la criminalité et le terrorisme au ministère de la Sécurité public

Le ministère de la Sécurité Publique a enregistré un bilan largement positif dans le domaine de la lutte contre la criminalité et le terrorisme.

Le ministre en charge de la Sécurité Publique, le commissaire de police chef Alain Guillaume Bunyoni, l'a indiqué au cours d'une conférence de presse sur le bilan de son ministère au cours de l'exercice 2015 qu'il a animée lundi le 30 novembre 2015, a-t-on appris sur place.

Parmi les grandes réalisations enregistrées par le ministère dans ces domaines, M. Bunyoni a entre autres parlé de l'appui aux opérations militaires lors des attaques perpétrées par des groupes armés « en provenance du Rwanda » dans les communes Bukinyana en province Cibitoke et Kabarore en province Kayanza, le rétablissement et le maintien de l'ordre public face aux « manifestations illégales transformées en une insurrection armée qui a abouti au coup d'Etat déjoué » et l'insécurité qui a suivi, le démantèlement des groupes de bandits armés qui commettaient des forfaits dans les alimentations, les magasins et les banques, surtout en mairie de Bujumbura et au sud du pays et la traque des criminels armés et le désarmement de la population civile.

La police nationale burundaise a aussi le mérite d'a-

voir saisi plusieurs armes, les munitions et les effets militaires et policiers, a fait remarquer le ministre. Il a entre autres parlé, de 614 armes de types divers, 31.286 cartouches pour différents types de fusils, 408 chargeurs, 22 fusées, 4 dynamites, 23 Motorola, 3 jumelles, 17 bougies, 98 paires de bottines, 186 tenues militaires, 185 tenues policières, 3 tenues de l'armée congolaise (RDC), 65 bérets militaires et policiers.

Par ailleurs, a-t-il dit, la police nationale burundaise a déversé 286 2010 litres de boissons prohibées, 480 kg de chanvre et plusieurs autres objets qui sont généralement utilisés dans la commission des crimes divers.

Le commissaire de police Alain Guillaume Bunyoni déplore néanmoins les dégâts qui ont été causés par les manifestations illégales enregistrées en mairie de Bujumbura depuis le mois d'avril 2015.

Il s'agit entre autres de 34 policiers qui ont été tués par les insurgés, et 293 autres qui ont été blessés, 27 armes dont 2 pistolets, 12 chargeurs garnis et 469 cartouches qui ont été volés à la police nationale par les mêmes insurgés le jour de la tentative du coup d'Etat.

Le ministre en charge de la Sécurité s'est néanmoins gardé de tout commentaire pour ce qui est des populations civiles qui ont perdu leur vie depuis le début des manifestations ayant débuté au mois d'avril 2015 précisant qu'il y a des ministères qui sont mieux placés pour donner toutes les informations y relatives.

La sécurité : affaire de tout le monde

C lôture ce mercredi 02 décembre 2015 des ateliers organisés par le conseil national de sécurité à l'endroit des membres des comités mixtes de sécurité.

Après le tour des régions Ouest, Centre, Est et Nord, ce mardi, c'est le tour de la région Sud. Les membres des comités mixtes de sécurité des provinces Makamba, Bururi, Rutana et Rumonge se sont rencontrés au chef lieu de la Province Makamba. Dans le discours d'ouverture, le Secrétaire permanent au Conseil National de Sécurité a dit que la sécurité étant le pilier du développement, doit être l'affaire de tout le monde.

Par ailleurs, la commission mixte de sécurité a tenu une réunion ce mercredi 02 décembre 2015. La réunion était dirigée par le gouverneur de province de Rumonge Juvénal Bigirimana. Les points à l'ordre du jour étaient l'évaluation de la période post électorale en matière de sécurité et de développement dans la Province Rumonge.

Au cours de cette réunion, les grands dangers qui ont été identifiés sont les rumeurs qui se propagent en provenance dans certains milieux politiques. Ces rumeurs ont comme objectif de « nuire à la bonne cohabitation entre les communautés », a dit le gouverneur.

Dans le même cadre de sécurité, des coups de feu ont été entendus à Nyakabiga au quartier 2 à la 10^e

me avenue. Selon les informations provenant de la police, un policier est mort et trois autres blessés quand un groupe de malfaiteurs a lancé des grenades sur un groupe de policiers qui effectuait une patrouille.

Dans la zone de Cibitoke, la police y a retrouvé quatre cadavres qu'elle n'a pas pu identifier. Un autre cadavre a été retrouvé à la 10^{ème} avenue à Cibitoke tout près du centre jeune Kamenge.

La police indique que la victime répondait au nom de Freddy et travaillait à l'ETS Kamenge. Il avait fui récemment la zone de Cibitoke et ce mardi 1^{er} décembre 2015 à 15 heures, il a été enlevé puis retrouvé mort étranglé.

Au quartier Asiatique, la même source indique que quatre bandits armés de trois fusils qui allaient dévaliser le siège de la société Kinju n'ont pas pu commettre ce forfait suite à l'intervention rapide de la police. Dans leur fuite ces bandits ont perdu leur arme qui a été récupérée par la police.

A Gatumba, en commune de Mutimbuzi, le porte-parole de la police nationale, Pierre NKURIKIYE indique qu'une personne a été tuée et six autres blessées suite à une grenade lancée mardi 1^{er} décembre 2015 vers le soir dans un débit de boisson. Le responsable de cet acte est un ancien détenu. Cette tuerie résulte d'une querelle qu'il a eue avec quelques personnes qui se trouvaient dans ce bistrot.

La sécurité est généralement bonne même s'il y a des irrégularités

D ans la municipalité de Bujumbura, le crépitement d'armes à feu ne cesse de se faire entendre dans certains quartiers. Cela est dû aux récalcitrants qui ne veulent pas répondre au processus de désarmement.

Mais la sécurité est généralement bonne dans la ville de Bujumbura. Le maire de la ville de Bujumbura, Freddy Mbonimpa, précise qu'on ne peut pas accepter ce désordre dans une ville cosmopolite.

Selon Freddy Mbonimpa, la sécurité est globalement bonne même si elles lassent à désirer. Pour lui, malgré les cas isolés de perturbation de la sécurité, la situation n'est pas grave compte tenu d'où l'on vient et où on en est.

En effet, poursuit-il dans certains quartiers, on continue le crépitement des fusils et on lance encore des grenades contre les forces de sécurité, précise

M.Mbonimpa. En plus de cela, des embuscades continuent à être tendues, a-t-il ajouté avant de rappeler que lui-même a été attaqué à son domicile. En outre, on continue à trouver des cadavres ici et là dans certaines localités. Des gens continuent à subir des attaques. Toutes les armes ne sont pas retirées des mains de ceux qui les détiennent illégalement, a indiqué M.Mbonimpa.

Pour ce, la poursuite de la sensibilisation est nécessaire afin que la sécurité s'établisse définitivement.

A la question de savoir pourquoi les armes continuent à se faire entendre alors qu'on a fait des fouilles perquisitions, le maire de la ville a dit que le gouvernement a lancé un appel vibrant à la population de remettre les armes. La majorité a répondu à cet appel mais il y a des récalcitrants qui pensent qu'ils peuvent

La sécurité est généralement bonne même s'il y a des irrégularités

assurer leur sécurité après avoir perturbé celle des autres, a signifié M.Mbonimpa.

Le maire de la ville pense que ceux qui sont restés en arrière dans le processus de désarmement vont remettre leurs armes car il n'y a pas de bénéfice lié à la détention illégale d'armes.

C'est pour cette raison qu'on continue à sensibiliser les notables, les responsables religieux et les administratifs pour qu'ils aident à faire comprendre aux détenteurs illégaux d'armes de les remettre le plus tôt possible, a fait savoir M.Mbonimpa. Il n'y aura pas de développement tant que les armes continuent à se faire entendre et que des gens continuent d'être tués.

Le désarmement continuera jusqu'à ce que la sécurité soit rétablie partout dans la municipalité de Bujumbura, a-t-il garanti.

D'après le maire de la ville, les zones les plus menacées par l'insécurité sont Musaga, Cibitoke, Bwiza, Nyakabiga et le quartier de Mutakura. Mais dans la

zone Ngagara, la situation est en train de se normaliser petit à petit.

Selon M. Mbonimpa, la première mesure est de continuer à faire les fouilles perquisitions là où se fera entendre le bruit de l'arme, les forces de sécurité y feront leur travail.

La seconde mesure est de continuer à tenir des réunions pour montrer aux jeunes et à d'autres qui sont derrière ces actes ignobles qu'ils ont emprunté un chemin sans issue. Compte tenu de la volonté du gouvernement et des forces de sécurité, M. Mbonimpa indique qu'on ne peut pas accepter que la mairie de Bujumbura soit un fief de gens qui ne veulent pas la paix.

C'est une ville cosmopolite où il y a même ceux qui ont amené leurs capitaux et qui ont besoin de travailler dans la sécurité et la paix. Le maire de la ville a terminé en espérant que la sécurité sera totale d'ici peu de jours.

La statistique au cœur des préoccupations du gouvernement burundais

L'Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi (Isteebu) a organisé le jeudi 3 décembre 2015 un atelier de validation du 2e rapport d'étape de l'élaboration de la stratégie nationale du développement de la statistique de 2e génération (SNDS-II), vision, axes stratégiques et matrice des activités.

L'objectif était de valider le 2e rapport principal sur la vision, les axes stratégiques et matrice des activités du SNDS II Burundi.

Jean-Bosco Ntahimpera, assistant du ministre à la présidence chargé de la Bonne gouvernance a indiqué dans son discours d'ouverture que la statistique est au cœur des préoccupations du gouvernement du Burundi et est un outil indispensable au plan national pour le suivi et l'évaluation des indicateurs de développement socio-économiques.

Il a ajouté que la validation de ce système servira aux utilisateurs de tirer profit de l'environnement international et de l'expérience des pays avancés dans la mise en œuvre de leurs stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS).

« L'importance actuelle est de savoir que l'information statistique est un ingrédient qui donne le réalisme et la faisabilité aux décideurs en leur servant à la prise de décisions éclairées », a précisé M. Ntahimpera,

ensignalant également que la vision de ce système prévu pour les cinq prochaines années consiste à consolider le système de la statistique nationale (SSN) pour le rendre dynamique, coordonné et opérationnel, capable de produire et disséminer dans les délais, conformément au Code de bonnes pratiques de la statistique.

M. Ntahimpera a informé qu'en plus de cette vision il y a également des axes stratégiques qui ont été mis en place comme le renforcement des capacités du SSN dans les domaines des ressources humaines, matérielles et financières ; de l'accroissement, de la diffusion, de la production des données statistiques de qualité, etc.

Pour lui, le développement de la SNDS est une affaire de tous en général et des politiciens en particulier dont le rôle est de défendre et de mobiliser les ressources pour offrir à la statistique les moyens afin d'être un outil de la bonne gouvernance et d'aide à la prise des décisions.

Il a terminé tout en souhaitant que la vision et les axes stratégiques proposés soient réalistes aux fins de servir aux autorités nationales et bailleurs de cadre de référence dans leurs interventions afin de faciliter la coordination et l'efficacité des actions engagées.

La parité est un objectif lointain

L'accès des femmes à l'emploi salarié continue de se développer, mais reste à un niveau faible dans quelques régions selon le Rapport de 2015 sur les Objectifs du millénaire pour le développement. Les femmes restent désavantagées sur le marché du travail et la représentation politique des femmes a augmenté, mais la parité est encore un objectif lointain.

Au cours des vingt-cinq dernières années, la proportion de femmes ayant des emplois rémunérés a conti-

nué de croître, bien qu'à un rythme lent. La proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole est passée de 35% en 1990 à 41% en 2015. Pendant la période 1991-2015, la proportion de femmes dont l'emploi est précaire, c'est-à-dire les travailleurs familiaux et les travailleurs indépendants par rapport à l'emploi total des femmes, a diminué de 13 points, passant de 59% à 46%. Chez les hommes, l'emploi précaire a diminué de 9% passant de 53% à 44%.

Les femmes restent désavantagées sur le marché du travail

Malgré des gains importants pour les femmes, des écarts importants persistent entre les femmes et les hommes sur le marché du travail. Les femmes sont toujours moins susceptibles de faire partie de la population active que les hommes. Depuis 2015, près de 50% des femmes en âge de travailler (15 ans ou plus) font partie de la population active, contre 77% des hommes.

Les femmes font face à une transition plus difficile vers le travail salarié et perçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes malgré les progrès accomplis dans le domaine de l'éducation.

Au plan mondial, les femmes gagnent 24% de moins que les hommes.

Les plus grandes disparités se trouvent en Asie du sud (33%) et en Afrique subsaharienne (30%). Sur 92 pays disposant de données sur le taux de chômage par niveau d'éducation en 2012 et 2013, il y avait 78 pays où les femmes diplômées de l'enseignement supérieur avaient des taux plus élevés que les hommes ayant le même niveau d'éducation.

La participation des femmes à la population active demeure particulièrement basse en Afrique du nord, en Asie de l'ouest et en Asie du sud où le taux de participation des femmes est égal au quart ou au tiers de celui des hommes.

Les obstacles à l'emploi des femmes incluent les res-

ponsabilités domestiques et les contraintes culturelles. Ces facteurs contribuent à la faiblesse des salaires des femmes.

Les femmes sont susceptibles que les hommes d'être des travailleurs familiaux, qui n'ont que peu ou pas de sécurité financière ou de protection sociale.

En 2015, la proportion de femmes travailleuses familiales est de 18%, contre 7% des hommes. Les femmes sont également moins susceptibles que les hommes d'être des travailleurs indépendants.

Les femmes au parlement ont gagné du terrain dans près de 90% des 174 pays disposant de données pour 1995 à 2015.

Le nombre de chambres unique ou basse des parlements où les femmes occupent plus de 30% des sièges a augmenté de 5 à 42, alors que celui avec plus de 40% a bondi de 1 à 13.

En janvier 2015, il y avait 4 pays ayant plus de 50% des sièges parlementaires occupés par des femmes. Ces succès sont maintenant répartis de manière plus uniforme parmi les régions.

Les progrès concernant les postes de direction ont été lents. Seulement 16% des dirigeants parlementaires (président de parlement) sont des femmes, alors que celles-ci représentent 18% de tous les ministères gouvernementaux dans le monde, soit une augmentation de 4% depuis 2015.

Célébration de la journée mondiale de lutte contre le SIDA

Le monde célèbre ce mardi 1^{er} décembre 2015 la journée internationale de lutte contre le SIDA. Le Burundi s'est joint aux autres nations.

L'Association nationale de soutien au séropositifs et malades du SIDA (l'ANSS) indique que les résultats de cette lutte sont satisfaisants au cours de cette année 2015.

Selon Dr Evangeline NIYONCUTI, médecin traitant à l'ANSS, ces résultats sont le fruit des nouvelles directives nationale de l'OMS, même si des problèmes ne manquent pas. Dr Evangeline NIYONCUTI indique

qu'avec l'année 2015, le taux de CD4 pour débiter les ARV a passé d'un chiffre plus ou moins supérieur à 350 à un chiffre plus ou moins supérieur à 500. Elle indique également qu'aujourd'hui il y a un seul comprimé qu'on avale tous les jours au lieu de trois comprimés.

Dr Evangeline indique en outre qu'ils ont besoin des ARV pour la 3^{ème} ligne et les réactifs pour le dosage du taux du CD4 et demande au gouvernement de les disponibiliser.

Eradication et fin du sida en 2030

La communauté internationale, depuis une quinzaine d'années, a mis tous les moyens pour éliminer le sida.

L'objectif de l'ONU sida est d'endiguer la menace du sida dans les prochains 15 ans. Son action a permis d'éviter 30 millions de nouvelles infections. Et il faut souligner qu'au moins 8 millions de décès sont enregistrés chaque année.

La réaction accélérée pour les 5 années à venir est de traiter 90 % de personnes, toutes catégories confondues, car le sida constitue un danger social chez les jeunes en âge de procréer.

Une fois adoptée, cette vision éviterait 21 millions des décès et 28 millions de nouvelles infections d'ici 2030.

Le premier décembre de chaque année, la communauté internationale célèbre la Journée internationale du sida.

En cette date le monde entier se mobilise plus que jamais contre le sida. Selon le directeur pays de l'ONU sida, des actions concrètes ont été déjà menées avec une vision d'endiguer le sida dans une quinzaine d'années.

Depuis quinze ans, il y a un engagement international, politique et financier pour venir à bout du sida d'ici 2030.

Depuis 2000, la réactivité au niveau international a permis d'éviter 30 millions de nouvelles infections et presque 8 millions de décès liés au sida.

Dans les cinq pays les plus touchés par le VIH (l'Inde, le Mozambique, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe), le cours de l'épidémie a été inversé.

Il faut savoir qu'il y a quinze ans, moins de 700 000 personnes avaient accès au traitement antirétroviral. Aujourd'hui, plus de 15 millions en ont bénéficié. Il faut signaler que le sida reste la première cause de

mortalité au niveau mondial chez les jeunes femmes de 15 à 24 ans. Ces adolescentes sont deux fois plus touchées par le virus que les garçons et les jeunes hommes du même âge.

Selon l'Onusida, il s'observe une reprise des infections dans des pays à revenu élevé.

Sur les 36,9 millions de personnes qui vivent avec le VIH à l'heure actuelle, la moitié ignore qu'elle est séropositive, et plus de 22 millions n'ont pas accès à des traitements antirétroviraux qui prolongeraient leur durée de vie et empêcheraient la transmission du virus.

L'accélération des efforts sur les 5 prochaines années, a pour objectif de traiter 90% des personnes touchées par le sida d'ici 2020. Cette approche accélérée réduirait également 75% des nouvelles infections. L'atteinte de cet objectif engendrerait de nouveaux investissements.

Depuis 2000, les investissements sont passés de plusieurs millions d'euros à plusieurs milliards en 2015. La riposte au sida est d'ailleurs un exemple dans le domaine du développement car un nombre croissant de pays sont autonomes dans leur financement de l'épidémie.

La riposte au sida s'est construite sur les besoins individuels. Notamment en levant le voile sur la discrimination de certaines catégories sociales qui se voient refuser l'accès à la santé.

Le nouveau programme tiendrait sur les populations les plus démunies, ce qui permettrait d'éviter au moins 21 millions de décès liés au sida et 28 millions de nouvelles infections d'ici 2030. Aujourd'hui, engageons-nous ensemble à mettre fin à ce fléau sans oublier personne.

Des formateurs burundais brevetés vont remplacer l'équipe de l'Acota

Deux bataillons du contingent burundais de la Mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) ont pris l'avion, le mardi 1er décembre 2015, à destination de la Somalie dans le cadre du maintien de la paix.

Le porte-parole du ministère de la Défense nationale, le Col. Gaspard Baratuza, a indiqué à la presse que ce contingent des 29e et 30e bataillons, composé de 1 700 hommes, va suppléer ceux du 35e et 36e bataillons, qui rentrent après une période d'une année

en mission.

Selon le colonel Baratuza, the mission of Africa contingency operations training & assistance (Acota) qui fut un soutien du département américain à la formation des soldats en matière de maintien de la paix, a formé tous les militaires de la Force de défense nationale (FDN) à part ceux qui sont nouvellement recrutés. Il a fait savoir que le contingent qui part en Somalie est suffisamment outillé et bien formé pour accomplir sa mission sans aucune difficulté.

Leur distribution projetée du 6 au 12 décembre 2015

Le ministère de l'Education, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MEESRS) a procédé à l'embarquement des cahiers à partir de Bujumbura vers les provinces le lundi 30 novembre 2015.

Ces cahiers sont destinés aux écoliers des établissements publics de tout le pays et seront distribués au courant de la semaine du 6 au 12 décembre 2015.

Le porte-parole du MEESRS, Juma Edouard a fait savoir que les cahiers sont une aide du gouvernement du Burundi aux parents des écoliers de l'ensei-

gnement public dans le cadre de la gratuite de l'enseignement primaire au Burundi. Il a ainsi profité de l'occasion pour annoncer que les cahiers seront distribués aux écoliers du primaire à partir de la 1ère jusqu'en 6e année. Et de faire remarquer que la distribution se fera proportionnellement aux besoins des écoliers en fonction de l'année d'étude.

M.Juma a également révélé qu'au niveau des provinces, il y a des comités de distribution qui se chargeront de redistribuer les cahiers dans les communes respectives.

Amélioration génétique du cheptel national

L'augmentation de la production agricole, la construction des infrastructures d'appui à la production, l'amélioration génétique du cheptel national, la promotion de la recherche appliquée, l'augmentation de la production des filières sylvicoles et industrielles, telles sont les grandes réalisations du ministère de l'Agriculture et de l'élevage comptant pour le troisième trimestre.

Les réalisations du troisième trimestre du ministère de l'Agriculture et de l'élevage sont satisfaisantes au regard de la présentation faite par le ministre de tutelle, Déo-Guide Rurema, le 3 décembre 2015.

Au niveau de l'augmentation de la production agricole, le ministère a procédé à la multiplication et distribution du matériel sain ; 650 000 rejets de bananiers ont été distribués dans toutes les provinces sauf celle de Muyinga.

En outre, 15 000 000 boutures de manioc en provinces Bujumbura, Bururi, Makamba et Cibitoke ainsi que 207,50 kg de semences maraichères ont été distribués à travers tout le pays.

Deux cents hectares de marais aménagés des provinces Gitega et Rutana ont en outre été réhabilités ; 4 850 ha ont été emblavés dans la zone encadrée par la SRDI. La production du riz est passée de 0,5-1,5 T/ha à 3,5-5 T/ha au moment où 6 535 ha des bassins versants ont été aménagés et 44,67 km de piste tracés pour faciliter l'accès aux marais et aux marchés de Ngozi, Kirundo et Cibitoke.

Huit aires de séchage ont été construites en provinces de Ngozi, Kayanza, Karusi et Cibitoke et 8 hangars de stockage ont été construits en province de Ngozi, Kayanza, Karusi et Cibitoke. Le ministère a délimité une zone de frayère autour du lac Tanganyika, réhabilité 23 stations piscicoles de Karusi, élaboré des avant projets détaillés en cours de finalisation.

A propos du cheptel national, 840 bovins, 499 porcins, 310 caprins et 15 360 géniteurs de tilapia ont été améliorés. Il a entretenu deux noyaux de bovins races pures : 180 frisonnes et 61 jersey à Mahwa et à Rukoko.

La production agricole des ménages a fortement augmenté

Il y a eu insémination artificielle de 3 377 génisses, organisation d'une campagne de vaccination contre la fièvre aphteuse. Du point de vue économique, la production agricole a fortement augmenté chez les ménages bénéficiaires suite à l'application de la fumure organique.

L'augmentation de la production du lait a contribué à la lutte contre la pauvreté des ménages par la vente du lait. Du point de vue nutritionnel, la malnutrition chronique a fortement diminué grâce à la consommation du lait et d'autres produits d'élevage.

Du point de vue social, il y a eu cohésion sociale suite à la chaîne de solidarité sans oublier le changement de mentalité et d'habitudes alimentaires.

Au niveau de la promotion de la recherche appliquée, 12 nouvelles variétés de sorgho et 4 nouvelles variétés de haricot ont été trouvées.

Une nouvelle technique de compostage et de gestion de pépinière de bananiers a été mise au point. Deux types de jus sont produits par le CNTA, 5 formules de fertilisation des cultures vivrières sont en cours de finalisation et une serre aéroponique a été construite et équipée.

Quant à l'augmentation de la production de filières sylvicoles et industrielles, il y a eu extension et re-conversion des plantations : palmiers à huile. Ainsi, 101 728 plants de palmier à huile sont en train d'être plantés ; 7 150, 90 tonnes de feuilles vertes de thé ont été cueillies ; 1 796, 91 tonnes de thé sec ont été produits. Le thé du Burundi vient d'être par ailleurs côté de première qualité dans la sous-région.

En outre, 2 299, 5 tonnes du coton graine ont été collectées ; 420 000 plants de café sont déjà plantés et plus de 4 000 000 plants sont encore en pépinière. Le ministère de l'Agriculture et de l'élevage a mis en place des pépinières sylvicoles pour étendre des boisements sur 150 ha.

Au sujet des défis, on peut signaler le faible investissement dans le secteur et le morcellement continu des terres. Les perspectives sont liées à l'instauration de la politique de régionalisation des cultures, à la construction des infrastructures d'appui à la production, à la poursuite du repeuplement du cheptel, à l'amélioration génétique et à l'enregistrement des animaux...

Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale

Boulevard de la Liberté, 15
Quartier ROHERO I

B.P. 18 40 Bujumbura

Tél: 22 25 06 78
22 22 93 12

Courriel: minirexburundi@yahoo.fr
Site web: www.diplobdi.org

Facebook link: <https://www.facebook.com/pages/Ministere-des-Relations-Extérieures-de-la-Coopération-Internationale/428271180648843>

Direction de la Communication et de l'Information